



**Le Programme de développement durable pour 2030 présente une vision
audacieuse pour les femmes et les filles.
Les organisations de la société civile sont prêtes à relever le défi.**

Août 9, 2015

Nations unies – Le Groupe Majeur des Femmes, constitué de plus de 600 organisations et réseaux de femmes du monde entier, reconnaît le caractère historique du Programme pour le développement durable mondial adopté samedi 2 août par 193 gouvernements. Au centre de ce programme vaste et ambitieux figurent les Objectifs de développement durable (ODD), qui seront adoptés formellement par les chef-fes d'Etat lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre. Les ODD définissent au niveau mondial, pour les quinze années à venir, un mode de développement dans les domaines sociaux, environnementaux et économiques, qui, s'il est réellement mis en oeuvre, pourrait être changer en profondeur la situation des femmes et des filles partout dans le monde.

Le Groupe Majeur des Femmes a participé activement aux négociations sur les ODD durant ces dernières années, faisant pression pour que l'égalité de genre et les droits humains constituent des priorités. Le Groupe Majeur des Femmes a également appelé à une action déterminée pour changer le système politique et financier mondial qui désavantage les pays en développement et est à l'origine de crises économiques, écologiques et climatiques qui affectent les femmes de façon disproportionnée. Contrairement au processus des Objectifs du millénaire – qui s'achèvent cette année – les groupes de la société civile ont été activement impliqués dans les négociations pour ce nouveau programme mondial, universel et qui concerne tous les pays.

Le nouveau Programme mondial de développement comporte des engagements à accroître les opportunités économiques pour les femmes ; reconnaître et estimer leur charge de travail de *care* non rémunéré ; éliminer les disparités de genre au niveau scolaire ; mettre fin à la violence fondée sur les discriminations et sur le genre ; éliminer le mariage des enfants et les mutilations sexuelles féminines ; garantir l'accès à la santé sexuelle et reproductive et aux droits reproductifs des femmes et des filles - entre autres actions essentielles. Le Groupe Majeur des Femmes a permis de garantir que la déclaration politique du nouveau Programme inclue des formulations qui engagent à la réalisation des droits humains pour tous et toutes.

Les gouvernements se sont également engagés à traiter d'un ensemble d'enjeux sociaux, économiques et environnementaux qui ont un impact sur les femmes et les filles, tels que les inégalités économiques, l'agriculture, l'énergie, la biodiversité et le changement climatique, ainsi que la paix et la sécurité. D'après Sascha Gabizon, de Women in Europe for a Common Future, "Le fait que de nombreux objectifs "environnementaux" reconnaissent avoir une dimension de genre constitue l'un des acquis fondamentaux des ODD". "En effet, l'accès des femmes à la terre, à l'eau, à l'assainissement et à

l'énergie figure en bonne place dans les cibles du Programme pour 2030" a commenté Priscilla Achakpa du Women Environmental Programme.

Eleanor Blomstrom de Women's Environment and Development Organization a déclaré que "Le Programme pour 2030 prend en compte le changement climatique, qui a déjà commencé à faire régresser les acquis du développement, et qui exacerbe les inégalités de genre". "Nous avons un objectif pour le climat et un seuil pour la hausse de température, mais il n'est pas assez ambitieux, pour les femmes et les filles ainsi que pour permettre de lutter au niveau mondial contre les facteurs du changement climatique et d'initier une transition vers des sources d'énergies qui soient non seulement durables, mais sûres et favorables à l'égalité des sexes.

Le Groupe Majeur des Femmes considère que le programme comporte plusieurs faiblesses. Emilia Reyes, de l'organisation "Equidad de Genero", indique ainsi que "Le Programme pour 2030 ne répond pas au problème de la concentration des richesses selon une approche de redistribution progressive, et qu'il traite donc des symptômes de l'extrême pauvreté tout en laissant de côté les vraies causes : le fait que près de la moitié des richesses mondiales est aux mains de 1% de la population et que 60% de la valeur mondiale est générée par le travail non rémunéré des femmes. Cela signifie que, faute de respects de leurs droits, les femmes subventionnent l'ensemble de l'économie par leur travail non rémunéré. Le Programme pour 2030 ne propose pas grand chose pour remédier à cette injustice et rate une occasion historique d'évolution vers une nouvelle approche macro-économique."

Par ailleurs, Tessa Khan du Asia Pacific Forum on Women, Law and Development a indiqué que "Pour mettre en oeuvre les ODD, les gouvernements s'appuient sur les très maigres acquis de la 3ème Conférence internationale sur le Financement du Développement qui s'est tenue récemment à Addis-Abeba : il y a donc un énorme déficit en moyens financiers nécessaires pour mener à bien les objectifs et les cibles". Elle fait également valoir qu'en définitive, le nouveau Programme mondial ne fait rien pour corriger un système économique mondial profondément disfonctionnel et inéquitable. Selon Tessa Khan, "Le Programme n'est pas suffisamment ambitieux pour modifier les modalités commerciales, financières et fiscales qui pérennisent les inégalités et ont causé de nombreuses crises économiques mondiales. De plus le Programme accorde une place centrale au secteur privé, en dépit du rôle négatif de celui-ci dans l'émergence des crises et du fait qu'il profite de beaucoup de ces crises, comme celles auxquelles nous sommes actuellement confronté-es".

Isis Alvarez de la Global Forest Coalition exprime sa grande déception concernant l'affaiblissement, intervenu au dernier moment, de la cible sur "l'accès et le partage des bénéfices" (Protocole de Nagoya à la Convention sur la diversité biologique) : "c'est venu de façon complètement inattendue, car cette cible n'avait pas été soumise à la vérification technique et ne faisait donc pas partie du processus de négociation intergouvernemental. Nous ne pouvons que soupçonner que ce changement de dernière minute, fait de façon non transparente, a été imposé par un pays puissant, ce qui explique peut être pourquoi à ce jour nous n'avons pas reçu la version la plus récente et définitive du texte négocié du Programme pour 2030 !"

Selon le Groupe Majeur des Femmes, la prochaine étape prioritaire sera de s'assurer que ce programme ambitieux est réellement financé, que les pays élaborent des plans de mise en oeuvre concrète et des modalités pour mesurer les progrès accomplis et que la redevabilité des gouvernements soit garantie.

Le succès du développement durable est étroitement lié à des financements spécifiques pour les organisations de droits de femmes et à une participation forte des organisations de femmes, à la fois

dans la mise en oeuvre et dans le suivi des processus, aux niveaux international, regional et national. Comme le dit Nurgul Djanaeva du Forum of Women's NGOs du Kyrgyzstan, "Nous appellons les femmes des organisations de la société civile à s'engager à toutes les étapes et tous les niveaux du processus".

"Le Programme pour 2030 est un acquis majeur et pourrait constituer un véritable tournant pour les femmes et les filles", affirme Shannon Kowalski de International Women's Health Coalition. "Mais les engagements nécessitent une action des gouvernements à tous les niveaux, des financements effectifs et que les groupes de femmes et féministes continuent à jouer leur rôle en matière d'élaboration et de prise de décision. Notre travail ne fait que commencer !"

Contacts:

Eleanor Blomstrom, Women Environment Development Organisation, WEDO [Eleanor \(at\) wedo.org](mailto:Eleanor@wedo.org) Tel:+1-212-973-0325

Shannon Kowalski, International Women's Health Coalition, IWHC [info \(at\) iwhc.org](mailto:info@iwhc.org) Tel:+1-212.979.8500

Tessa Kahn, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development APWLD, [apwld \(at\) apwld.org](mailto:apwld@apwld.org) Tel:+ (66) 53 284527, 284856

Sascha Gabizon, WECF International, [wecf \(at\) wecf.eu](mailto:wecf@wecf.eu) Tel: +31-30-2310300

Emilia Reyes, Equidad de Genero, [emilia \(at\) equidad.org.mx](mailto:emilia@equidad.org.mx)

Priscila Achapka, Women Environment Program, [info \(at\) wepnigeria.net](mailto:info@wepnigeria.net) Tel: +234 09 2910878

Isis Alvarez, Global Forest Coalition, [isis.alvarez \(at\) globalforestcoalition.org](mailto:isis.alvarez@globalforestcoalition.org) Tel: +595-21-663654

Nurgul Djanaeva, Forum of Women's NGOs of Kyrgyzstan [janay \(at\) elcat.kg](mailto:janay@elcat.kg) Tel + 996-312- 32-36-38

Notes :

"Transformer notre monde, Programme de développement durable d'ici 2030", site web des Nations unies, <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/negotiationsoutcome3>

Le rôle du Groupe Majeur des Femmes est d'assurer la participation effective et publique des organisations non gouvernementales de femmes dans les processus des Nations unies en matière de politiques de développement durable et de questions environnementales, <http://www.womenmajorgroup.org>, rôle reconnu par les Nations unies. <https://sustainabledevelopment.un.org/majorgroups/women>